

**DECISION DU PRESIDENT N° 001-23**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**Objet : ATTRIBUTION DE MARCHE POUR LE REMPLACEMENT DU RIDEAU MÉTALLIQUE DU COMMERCE VIVAL À LA RABATELIÈRE**

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les L2123-1, R2123-1°1 du Code de la Commande Publique.

Vu la délibération du Conseil communautaire du 4 juin 2020, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 214 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que, malgré les réparations effectuées mais sans résultat durable, il est nécessaire de remplacer le rideau métallique défectueux du commerce vival à la Rabatelière ,

Considérant l'offre de l'entreprise Menuiserie GODARD de Saint-Fulgent (85), pour un montant de 4963.00 € HT,

**DECIDE**

**Article 1 :** d'attribuer le marché à l'entreprise Menuiserie GODARD de Saint-Fulgent (85), pour le remplacement du rideau métallique du commerce vival de la Rabatelière, pour un montant de 4963.00 € HT.

**Article 2 :** d'imputer la dépense sur les crédits du budget annexe Commerces.

**Article 3 :** le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

**Article 5 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

**Article 6 :** conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée au trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées

Fait à Saint-Fulgent, le 3 janvier 2023

Le Président  
Jacky DALLEY

